

**STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE GESTION
DU PHENOMENE D'EROSION
POINTE DE LA NEGADE A LA JETEE DE GRAVE
PLAN D' ACTIONS 2023-2024**

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC
ATLANTIQUE**

ET

COMMUNE DE SOULAC-SUR-MER

ENTRE LES SOUSSIGNES

Ci-après dénommés « les partenaires » :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

Domiciliée 9 rue du Maréchal d'Ornano – 33780 SOULAC-SUR-MER

Représentée par son Président Xavier PINTAT

Ci-après dénommé « la CDC MA »,

D'une part,

ET :

LA COMMUNE DE SOULAC-SUR-MER

Domicilié 2 rue Hôtel de Ville – 33780 SOULAC-SUR-MER

Représentée par son Maire Xavier PINTAT

ci-après dénommé « SOULAC-SUR-MER »,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le littoral nord-médocain de la pointe de la Négade à la jetée de Grave (communes de Soulac-sur-Mer et du Verdon-sur-Mer) est sujet à d'intenses phénomènes d'érosion marine dans un contexte de modifications des agents dynamiques (hausse du niveau de la mer, modifications de la fréquence et de l'intensité des tempêtes) dues aux effets du changement climatique. Les taux d'érosion du trait de côte sont localement les plus élevés de l'ensemble de la côte sableuse aquitaine avec des valeurs mesurées pouvant atteindre de -4 à -6 m/an en moyenne (secteur des plages sud du littoral de Soulac-sur-Mer).

En octobre 2018, La CDC MA s'est dotée d'une stratégie locale de gestion du phénomène d'érosion sur le secteur allant de la pointe de la Négade (Soulac-sur-Mer) à la jetée de Grave (Verdon-sur-Mer) en accord, à la fois avec le cadre de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte et de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière.

Dans la continuité de cette première stratégie locale de gestion de la bande côtière (plan d'actions 2018-2022), la Communauté de Communes Médoc Atlantique a présenté lors du Comité Régional de Suivi des Stratégies Locales le 17 novembre 2022, les différentes actions à poursuivre et à engager au titre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière n°2 (plan d'actions 2023-2027).

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention formalise le partenariat entre la CDC MA et SOULAC-SUR-MER pour la mise en œuvre du plan d'actions 2023-2027 au titre de l'exercice 2023-2024 de la stratégie locale de gestion du phénomène d'érosion.

ARTICLE 3 - MISSIONS ET OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTENAIRES

Les partenaires s'engagent à respecter la présente convention, qui définit leurs droits et obligations quant à la réalisation du projet PLAN D'ACTIONS 2023-2027 DE LA STRATEGIE LOCALE DE GESTION DU PHENOMENE D'EROSION - POINTE DE LA NEGADE A LA JETEE DE GRAVE dont le coût prévisionnel pour l'exercice 2023-2024 est de 4 385 450 euros HT (dont 1 904 180 euros HT éligibles au fonds FEDER).

Le chef de file du projet est la CDC MA qui est maître d'ouvrage de la stratégie locale de gestion du phénomène d'érosion - pointe de la Négade à la jetée de Grave et interlocuteur financier et administratif unique des cofinanceurs (délibération n°D22122022/162 de la CDC MA du 22 décembre 2022).



ARTICLE 4 - BUDGET PREVISIONNEL PAR PARTENAIRES

A la suite de l'examen du plan prévisionnel des actions stratégiques 2023-2027 par les différents financeurs, ces derniers ont demandé à scinder les cofinancements sur 2 exercices temporels distincts 2023-2024 puis 2025-2027 afin d'assurer un meilleur suivi des financements attribués.

Le budget de la stratégie locale pour la période 2023-2024 ressort comme suit :

PARTENAIRE	Nature des dépenses	2023-2024
CDC MA	Travaux	3 160 000 €
	Prestations de services	847 150 €
	Dépenses personnel	142 000 €
	Autres	21 300 €
	<i>Total des dépenses CDC MA</i>	847 150.00 €
SOULAC-SUR-MER	Travaux	120 000 €
	Prestations de services	94 000 €
	Dépenses personnel	-
	Autres	1 000 €
	<i>Total des dépenses commune de Soulac-sur-Mer</i>	215 000 €
TOTAL		4 385 450.00 €

ARTICLE 5 - PLAN DE FINANCEMENT DES ACTIONS DE RANG COMMUNAL

Le plan de financement des actions de rang communal sont présentés dans le tableau suivant.

NATURE	ACTIONS	MONTANT	VENTILATION PAR PARTENAIRES - EXERCICE 2023-2024				
			FEDER (43,42 %)	FNADT (2,36 %)	AFIT (7,80 %)	REGION (17,30 %)	AUTOFINANCEMENT
PRESTATIONS DE SERVICES	Actualisation de la plaquette pédagogique	10 000.00 €	4 342.00 €	236.00 €	-	1 730.00 €	3 692.00 €
	Bornes pédagogiques sur l'érosion marine et le changement climatique	15 000.00 €	6 513.00 €	354.00 €	-	2 595.00 €	5 538.00 €
	Montage vidéo des rushs sur les travaux des brise-mer						
	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une alcôve dédiée à l'histoire de l'érosion marine dans le musée d'Art et d'Archéologie de Soulac-sur-Mer	15 000.00 €	6 513.00 €	-	-	-	8 487.00 €
	Maîtrise d'Oeuvre pour la valorisation environnementale et paysagère de la propriété Fétis sur la commune de Soulac-sur-Mer	25 000.00 €	10 855.00 €	590.00 €	-	4 325.00 €	9 230.00 €
	Maîtrise d'œuvre visant aux travaux de relocalisation du skate-park dans un pôle sportif rétro-littoral en dehors de la bande d'aléa érosion marine	25 000.00 €	10 855.00 €	590.00 €	-	-	13 555.00 €
	Communication et sensibilisation sur la préservation des milieux dunaires	4 000.00 €	1 736.80 €	-	-	-	2 263.20 €
TRAVAUX	Travaux de valorisation environnementale et paysagère de la propriété Fétis	100 000.00 €	43 420.00 €	2 360.00 €	-	17 300.00 €	36 920.00 €
	Travaux printaniers de reprofilage de la plage centrale de Soulac-sur-Mer	20 000.00 €	8 684.00 €	-	1 560.00 €	3 460.00 €	6 296.00 €
AUTRES	Interventions publiques par intervenants extérieurs	1 000.00 €	434.20 €	23.60 €	-	173.00 €	369.20 €
TOTAL		215 000.00 €	93 353.00 €	4 153.60 €	1 560.00 €	29 583.00 €	86 350.40 €

ARTICLE 6 - MODALITES DE PAIEMENT DE L'AIDE EUROPEENNE ET DES AUTRES SUBVENTIONS PUBLIQUES

Dans le cadre de ses droits et obligations vis-à-vis de l'autorité de gestion du PO Feder-FEDER de la Région Nouvelle-Aquitaine, ci-après désignée par le terme « autorité de gestion », la CDC MA, en tant que chef de file du projet, est désignée en tant que tel afin de, notamment :

- Signer la convention attributive de l'aide européenne avec l'autorité de gestion,
- Transmettre à l'autorité de gestion, toutes les pièces justificatives nécessaires au(x) versement(s) de la subvention FEDER (bilan d'exécution dûment complété, factures acquittées et/ou pièces comptables de valeur probante équivalente, pièces justificatives non comptables permettant d'attester de la réalisation du projet, les indicateurs de réalisation et de résultat liés au projet...),
- Transmettre au Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine toute information concernant :
 - une modification du projet visé à l'article 2 de la présente convention,
 - un retard de réalisation dudit projet.
- Recevoir les paiements des avances, acomptes et solde FEDER, tels que prévus dans la convention attributive de l'aide européenne, pour la réalisation du projet commun dans sa globalité,
- Se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité mandatée par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, par toute autorité commissionnée par l'autorité de gestion ou par les corps d'inspections et de contrôle, nationaux ou communautaires. Ces contrôles peuvent intervenir après achèvement du projet,
- Archiver l'ensemble des pièces liées au projet dans un dossier unique, à titre conservatoire dix ans après la fin de projet.

Dans le cadre de ses droits et obligations vis-à-vis de SOULAC-SUR-MER, son partenaire, la CDC MA, chef de file, est désignée en tant que tel afin de, notamment :

- Procéder au reversement de la (des) part(s) FEDER et des autres subventions publiques revenant à SOULAC-SUR-MER, conformément au prorata des dépenses effectuées par le(s) partenaire(s), sur la base des pièces justificatives et sur la base des conclusions du contrôle de service fait, réalisé par l'autorité de gestion auprès du porteur de projet chef de file, et après paiement du solde de l'aide européenne et des autres subventions publiques au porteur chef de file,
- Mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à l'accomplissement des tâches prévues au paragraphe 1 du présent article et à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 7 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

Tous les partenaires de la présente convention, y compris le chef de file, s'engagent pour leur participation respective dans la réalisation du projet commun visé à l'article 2 de la présente convention, à :

- Tenir une comptabilité séparée de leurs dépenses,
- Respecter les règles d'éligibilité des dépenses fixées par la législation européenne et nationale,
- S'informer mutuellement des modifications et/ou retards de réalisation desdites dépenses,
- Assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement (UE) n°1303/2013 et le règlement d'exécution (UE) n°821/2014. Toute communication ou publication concernant l'opération doit mentionner la participation de l'Union européenne via le Fonds européen de développement régional (FEDER). Le public concerné par les actions devra être informé également des cofinancements. La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « intitulé de l'opération » est cofinancé par l'Union européenne avec le fonds FEDER et s'accompagne de l'emblème de l'Union Européenne,
- Respecter les politiques européennes (qui lui/leur sont opposables), et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre femmes et hommes.

Dans le cadre de ses droits et obligations vis-à-vis du chef de file du projet, SOULAC-SUR-MER s'engage à :

- Informer le chef de file régulièrement de l'avancement de sa participation au projet,
- Transmettre au chef de file, toutes les pièces justificatives nécessaires au(x) versement(s) de la subvention FEDER et des autres subventions publiques (bilan d'exécution de l'opération pour la partie de l'opération lui incombant, état récapitulatif des dépenses acquittées, état récapitulatif détaillé des factures, état récapitulatif détaillé des dépenses de personnel, le cas échéant, pièces comptables et non comptables justifiant la réalité et la conformité de ces dépenses, les indicateurs de réalisation et de résultat liés au projet...),
- Se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité mandatée par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, par toute autorité commissionnée par l'autorité de gestion ou par les corps d'inspections et de contrôle, nationaux ou communautaires. Ces contrôles peuvent intervenir après achèvement du projet,
- Archiver l'ensemble des pièces liées au projet dans un dossier unique, à titre conservatoire dix ans après la fin de projet,

Il est finalement rappelé que certains contrôles intervenant après le versement du solde de l'aide européenne et diligentés par des autorités européennes, nationales ou régionales peuvent entraîner des demandes de remboursement d'indus même après la fin de la convention. La CDC MA ne pourra être portée responsable des manquements de SOULAC-SUR-MER à ses obligations.

ARTICLE 8 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention est établie pour l'exécution du plan d'actions 2023-2024 de la stratégie communautaire de gestion du phénomène d'érosion - pointe de la Négade à la jetée de Grave. La date de fin de la présente convention est prévue au 31 décembre 2024.

ARTICLE 9 - LOI REGLEMENT DES DIFFERENDS

La convention est régie par le droit français.

Les signataires de la présente convention s'efforceront de trouver des solutions amiables à toutes les difficultés ou risques nouveaux susceptibles de survenir, ou à tous les litiges susceptibles de les opposer, pendant la durée de la présente convention. En cas de contestation relative à la présente convention, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac-sur-Mer, le

en 2 exemplaires,

**Pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

Pour la COMMUNE DE SOULAC-SUR-MER

Le Président Xavier PINTAT

Le Maire Xavier PINTAT

Lu et approuvé
(mention manuscrite)

Lu et approuvé
(mention manuscrite)

Signature

Signature